

100411705

DG/MR/

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN,
LE SEPT DÉCEMBRE**

**A LIVAROT-PAYS-D'AUGE (Calvados), 13 rue du Maréchal Foch -
Livarot, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,
Maître David GSCHWEND, Notaire, titulaire d'un Office Notarial à
LIVAROT-PAYS-D'AUGE (14140), 13 rue du Maréchal Foch - Livarot,**

A RECU le présent acte contenant : NOTORIETE ACQUISITIVE

REQUERANTS

Les personnes qui requièrent l'établissement de l'acte de Notoriété Acquisitive
sont :

-Madame Constance RÉCULARD, demeurant à SAINTE-ANNE (97180)
« Galbas », veuve de Monsieur Eugène POCHAL.

-Monsieur Patrick Raymond POCHAL demeurant à SAINTE-ANNE (97180)
« Gaillarbois ».

-Madame Chantal Amélie POCHAL demeurant à NOGENT sur OISE (60180)
– 14 Rue Murat, épouse de Monsieur Michel PIERROT.

-Madame Anne Paule POCHAL demeurant à POINTE NOIRE (97116) -
Acomat », épouse de Monsieur Saint-Cyr DESPLAN.

-Madame Jeanny POCHAL demeurant à SAINTE-ANNE (97180) –
« Galbas ».

Etant observé que les « Requéants » plus amplement identifiés plus loin
seront indifféremment dénommés « **Requéant** » et ce qu'il y ait ou non pluralité de
Requéants.

Madame POCHAL née RÉCULARD agit en son nom quant aux quatre
enfants POCHAL ils agissent en qualité d'héritiers de Monsieur Eugène POCHAL qui
sera identifié plus loin, décédé à SAINTE-ANNE le 28 Août 2012, qualité qui est
constatée dans l'acte de Notoriété dressé ce jour après le décès du Défunt par Maître
David GSCHWEND Notaire à LIVAROT PAYS D'AUGE (14140).

REPRESENTATION

Les « Requérent » ne sont pas présents à l'acte, ils y sont représentés, savoir :

-Madame POCHAL née Constance RÉCULARD, épouse survivante du Défunt, par Madame Alexia RIDEL, Collaboratrice en l'Etude de Maître GSCHWEND Notaire à LIVAROT-PAYS-D'AUGE (14140), 13 Rue du Maréchal Foch, en vertu des pouvoirs qu'elle lui a conférés aux termes d'une procuration annexée après mention à l'acte de Notoriété après le décès de M. Eugène POCHAL reçu ce jour par Maitre GSCHWEND.

-Monsieur Patrick POCHAL et Mesdames Chantal, Anne et Jeanny POCHAL, par Madame Martine LEBATARD Comptable en l'Etude de Maître GSCHWEND Notaire à LIVAROT-PAYS-D'AUGE (14140), 13 Rue du Maréchal Foch, en vertu des pouvoirs qu'ils lui ont conférés aux termes d'une procuration annexée après mention à l'acte de Notoriété après le décès de M. Eugène POCHAL reçu ce jour par Maitre GSCHWEND.

NOUVEAUX PROPRIETAIRES – « BENEFICIAIRES »

Monsieur Eugène POCHAL, retraité, et Madame Constance RÉCULARD, retraitée, demeurant ensemble à SAINTE-ANNE (97180) "Galbas".

Monsieur est né à SAINTE-ANNE (97180) le 12 juillet 1923,

Madame est née à BOUILLANTE (97125) le 6 octobre 1926.

Mariés à la mairie de POINTE-A-PITRE (97110) le 9 octobre 1958 sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Ils sont dénommés dans la suite de l'acte « Bénéficiaire » sans nuire à leur solidarité.

REVENDEICATION

Le « Requérent » revendique au profit du « Bénéficiaire » la propriété du terrain qui sera désigné plus loin au titre de la Prescription Acquisitive en application de l'article 2272 du Code Civil.

Le « Requérent » déclare ici que le « Bénéficiaire » s'est comporté, relativement au terrain en cause et pendant plus de 30 ans, en « Véritable Propriétaire » et sans équivoque écartant ainsi une suspicion d'occupant précaire ou de locataire.

DESIGNATION

A SAINTE-ANNE (GUADELOUPE) 97180 "Galbas".

Un terrain.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AS	844	Galbas	00 ha 01 a 31 ca

MODIFICATIF DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Par Document Modificatif du Parcellaire Cadastral numérique n° 128 0006192 établi par Madame LAVENTURE Géomètre Expert à SAINT-FRANCOIS, vérifié et numéroté le 13 Avril 2021 la parcelle mère section AS n° 0173 « Galbas »



pour 00ha.14a.52ca. a été divisée pour donner naissance aux parcelles filles suivantes:

-AS n° 0843 « Galbas » pour 00ha.13a.21ca., elle n'est pas concernée par l'acte.

-AS n° 0844 « Galbas » pour 00ha.01a.31ca. elle devient la propriété du "Bénéficiaire ».

Ce Document Modificatif du Parcellaire Cadastral sera déposé au Service de la Publicité Foncière avec la copie authentique de l'acte destinée à y être publiée.

ABSENCE D'EFFET RELATIF

Concernant le terrain qui s'est trouvé cadastré section AS n° 0173 dont est détachée la parcelle fille objet de cet acte, aucun acte authentique n'est intervenu postérieurement du 01 Janvier 1956 de ce fait aucune formalité n'a été opérée au Service de la Publicité Foncière dont il dépend postérieurement au 01 Janvier 1956.

En conséquence, en vertu de l'article 3 – alinéa 2 – du Décret du 04 Janvier 1955 entré en vigueur le 01 Janvier 1956, aucun effet relatif le concernant n'est indiqué ici.

PUBLICITE DE L'ACTE

LOI DE PROGRAMMATION – SON DECRET D'APPLICATION

Conformément à l'article 1 – 4° du Décret d'Application 2017-1802 du 28 Décembre 2017, sont ici textuellement reproduits :

1ent – L'article 35-2 de la loi n° 2009-594 du 27 Mai 2009 modifiée dans sa rédaction résultant de l'article 117 de la loi de Programmation n° 2017-256 du 28 Février 2017 :

« Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier.

L'acte de notoriété peut être établi par un notaire ou, à Mayotte, par le groupement d'intérêt public mentionné à l'article 35. Dans ce dernier cas, le groupement en assure la publicité.

Le présent article s'applique aux actes de notoriété dressés et publiés avant le 31 décembre 2027.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article ».

2ent-Les 1° - 2° et 3° de l'article 2 du Décret d'application n° 2017-1802 du 28 Décembre 2017, lesquelles précisent les modalités de publication de l'acte de Notoriété Acquisitive :

« 1°-Publication de l'acte de notoriété au fichier immobilier ou, à Mayotte, inscription au livre foncier ;

2°-Affichage pendant trois mois en Mairie, par les soins du Maire de chaque commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, d'un extrait de l'acte de Notoriété comprenant les éléments mentionnés aux 1° - 2° et 4° de l'article Premier. Cet extrait précise que le Bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du Code Civil.

3°-Publication de l'extrait de l'acte de Notoriété sur le site internet de la Préfecture du lieu de situation de l'immeuble pendant une durée de cinq ans ».

En outre, le dernier alinéa de l'article 2 dudit Décret d'Application est également ici textuellement reproduit :

« L'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues aux 1° - 2° et 3° fait courir le délai de cinq ans pendant lequel l'acte de Notoriété mentionné à l'article 1^{er} peut être contesté en application de l'article 35-2 de la loi du 27 Mai 2009 susvisée ou de l'article 1^{er} de la loi du 6 Mars 2017 susvisée ».

En conséquence, le « Requéran » requiert le Notaire soussigné d'accomplir les formalités nécessaires pour que soient effectuées les publicités de l'acte telles qu'elles sont prescrites par le Décret d'Application du 28 Décembre 2017 :

-Au Service de la Publicité Foncière compétent c'est-à-dire au Fichier Immobilier.

-En la Mairie de la Commune dont dépend le bien immobilier concerné à laquelle il sera transmis pour affichage une copie authentique par extrait du présent acte.

-Et à la Préfecture de BASSE-TERRE à laquelle il sera transmis pour insertion sur son site internet une copie authentique par extrait du présent acte.

Etc...

POUR COPIE AUTHENTIQUE PAR EXTRAIT certifiée conforme à la minute par le Notaire soussigné, délivrée sur quatre pages, sans renvoi ni mot rayé nul, destinée à la publicité légale de l'acte.

